

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/141
29 avril 1999

(99-1732)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

ANNULATION OU RÉDUCTION DE CONCESSIONS OU D'AVANTAGES EN SITUATION DE NON-VIOLATION DANS LE CADRE DE L'ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE (ADPIC)

Proposition de Cuba, de l'Égypte, de l'Indonésie, de la Malaisie,
du Pakistan et de la République dominicaine

Le présent document reproduit une proposition des délégations de Cuba, de l'Égypte, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Pakistan et de la République dominicaine, communiquée au Secrétariat et présentée par le représentant de l'Égypte au nom de ces délégations à la réunion du Conseil des 21 et 22 avril 1999.

LA NON-APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ANNULATION ET À LA RÉDUCTION DE CONCESSIONS OU D'AVANTAGES EN SITUATION DE NON-VIOLATION DANS LE CADRE DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

Considérations générales

1. L'article 64:1 de l'Accord sur les ADPIC affirme que le Mémoire d'accord sur le règlement des différends s'applique à l'Accord sur les ADPIC. L'article 64:2 et 3 constitue le résultat des négociations difficiles menées durant le Cycle d'Uruguay au sujet de l'application à l'Accord sur les ADPIC des dispositions de l'article XXIII du GATT de 1994 relatives aux situations de non-violation. Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'Accord sur les ADPIC pendant une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.
2. L'article 64:3 dispose que le Conseil des ADPIC examinera la portée et les modalités pour ces plaintes. Celui-ci se penche actuellement sur cette question.
3. Le recours en situation de non-violation a été conçu à l'origine pour protéger les réductions tarifaires convenues ainsi que les concessions tarifaires réciproques dans le domaine du commerce des marchandises. Les conséquences de l'application de cette notion de recours aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC est une question compliquée qui exige d'être examinée soigneusement et en détail.

4. Nous accueillons avec satisfaction la note d'information établie par le Secrétariat (document IP/C/W/124) qui traite de cette question. Nous partageons les préoccupations du Canada selon lesquelles l'application, en matière de propriété intellectuelle, de la notion de recours en situation de non-violation peut limiter la possibilité pour les Membres de prendre des mesures nouvelles et peut-être essentielles dans les domaines des questions sociales, du développement économique, de la santé, de l'environnement et de la culture. Cela peut aussi avoir une incidence très forte sur les politiques en vigueur dans ce domaine.

5. En outre, les pays en développement bénéficient actuellement de périodes de transition en vertu de l'Accord sur les ADPIC. La plupart de ces pays ne seront donc pas en mesure d'évaluer les conséquences de l'application de la notion de recours en situation de non-violation dans le domaine de la propriété intellectuelle.

Proposition

Nous proposons que le délai mentionné à l'article 64:2 soit prolongé de manière adéquate jusqu'à ce que la complexité des conséquences d'un tel recours dans le domaine de la propriété intellectuelle soit mieux connue et que la question de la portée et des modalités possibles soit traitée de manière appropriée conformément à l'article 64:3.
